

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 122 (1977)
Heft: 4

Artikel: La menace, les dépenses sociales et les dépenses militaires
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344081>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La menace, les dépenses sociales et les dépenses militaires

par le major EMG Dominique Brunner

Entre 1965 et 1975, l'effectif des forces armées soviétiques est passé de 3,4 millions à 4,4 millions d'hommes. En 1968, les Etats-Unis pouvaient engager sur des distances intercontinentales quelque 4200 ogives et bombes nucléaires, les Soviétiques un peu plus d'un millier. En 1976, les chiffres correspondants étaient les suivants: 8900 ogives et bombes du côté américain, 3500 pour l'URSS, mais dont la puissance individuelle — exprimée en mégatonnes ou kilotonnes — est nettement supérieure à celle des armes américaines.

Une Europe armée jusqu'aux dents

On compte en Europe, selon des sources dignes de foi, dans les seuls pays européens faisant partie soit de l'Otan, soit du Pacte de Varsovie, et en ne tenant compte que des forces terrestres, plus de 2 millions d'hommes se trouvant sous les drapeaux. Dans le secteur politiquement et militairement essentiel du continent, son centre comprenant la Pologne, la RDA et la Tchécoslovaquie ainsi que l'Allemagne fédérale, le Danemark et les pays du Benelux, il y a quelque 25 000 chars de combat — l'Allemagne a commencé la guerre en 1939 avec tout juste 3000 chars —, plus de 4000 avions et 8000 pièces d'artillerie. En d'autres termes, l'Europe ressemble à une poudrière! Et le renforcement des arsenaux se poursuit, notamment dans le camp soviétique qui affiche d'ailleurs toujours plus ouvertement son sentiment de supériorité. Ainsi le ministre de la Défense d'Allemagne orientale, le général d'armée Hoffmann, déclarait en 1976: « Ce n'est pas un certain minimum de potentiel militaire défensif ou ce que l'on se plaît à appeler l'équilibre de la terreur qui a engendré un état des relations internationales que l'humanité ressent avec soulagement comme le passage de la guerre froide à la détente. C'est la supériorité militaire de l'Union soviétique et de ses alliés, conquise durement au cours de la lutte acharnée des années d'après-guerre sur les principales puissances impérialistes, qui a rendu la paix

plus sûre, qui a donné confiance accrue en eux-mêmes aux forces anti-impérialistes et qui a favorisé le processus révolutionnaire mondial. »

Ces faits ne sont pas inconnus, ce genre de déclaration a été relaté par la presse. Pourquoi alors y revenir, insister sur ces choses? Parce que nombre de gens continuent chez nous d'agir comme si tout cela relevait du domaine de la science-fiction. Les attaques d'une bonne partie de la gauche, notamment en Suisse romande, contre nos dépenses militaires sont un bon exemple.

De la mauvaise foi

D'abord on s'abstient prudemment de tenter de réfuter l'argument principal qui peut ou doit être avancé en faveur d'un effort de défense de notre Etat, c'est-à-dire l'existence d'une menace militaire potentielle. On va plus loin: on fait tout pour taire cette menace, on omet toute référence à ce facteur. En revanche, on oppose aux dépenses militaires de la Confédération les dépenses sociales du niveau fédéral, tout en se gardant bien d'attirer l'attention sur le fait que l'effort consenti au niveau fédéral ne constitue qu'une partie de ce qui se fait sur le plan social dans une économie de marché comme la nôtre et dans un système fédéraliste. Or, la défense est, dans un tel système, la tâche primordiale du pouvoir central, celle qui est à l'origine de sa création. Aussi est-ce la Confédération qui supporte pratiquement l'ensemble des dépenses militaires. De plus, ces mêmes gens évitent toute comparaison avec des données telles que le produit national brut, la somme des dépenses de la Confédération ou celle des dépenses publiques — Confédération, cantons et communes, comparaisons qui seules permettent d'apprécier à leur juste valeur ces chiffres absolus. En effet, on s'apercevrait alors que les dépenses du DMF correspondaient en 1975 à 1,8 % du produit national brut, la part des mêmes dépenses militaires étant en Suède de 3,4 %, en Hollande de 3,6 %, en Norvège de 3,1 % et en Allemagne fédérale pour la même année de 3,7 % — pour ne citer que des pays économiquement quelque peu comparables au nôtre. En 1975 également on consacrait en Suède 775 francs par tête d'habitant à la défense contre 325 en Suisse (dépenses du DMF). Enfin, la part des dépenses de la Confédération que constituent les dépenses du Département militaire n'a cessé de diminuer depuis plus de dix ans.

Evolution des dépenses fédérales et des dépenses militaires

<i>Dépenses de la Confédération</i>		<i>Dépenses du Département militaire</i>	
1965	4 920 millions	1 533 millions ou 31	%
1973	11 625 millions	2 334 millions ou 20	%
1976	15 658 millions	2 932 millions ou 18,7	%

« Ils méritent d'être payés par l'ennemi »

Qu'on ne vienne donc pas nous dire que d'éventuelles déficiences au point de vue prestations sociales ou dans d'autres domaines sont imputables à l'effort d'armement. Au Conseil national, un député a très justement observé en juin dernier que ceux qui opposaient les dépenses sociales aux dépenses militaires trichaient. Comme si la guerre, et surtout la guerre moderne, distinguait entre les plus riches, les moins riches ou ceux qui sont dans le besoin. M. Khrouchtchev cherchait autrefois à convaincre les Chinois que la bombe atomique ne distingue pas entre les classes! Or, cette possibilité de conflit armé existe en Europe, et de ce fait pour nous. Dans ces conditions, on est tenté de reprendre, à l'intention de notre gauche, les propos que Fox, en 1783, adressait aux Communes au gouvernement au sujet de la guerre entre l'Angleterre et les colonies américaines et la France: « Je ne dirai pas que je crois les ministres à la solde de la France. Il ne me serait pas possible de prouver ce fait. Mais je me hasarderai à dire qu'ils méritent d'être payés par l'ennemi. »

D. B.

